

## **La parole des profs se libère avec #pasdevagues : « Les enseignants ne se sentent plus soutenus »**

12-15 minutes

---

### **Dans votre carrière avez-vous été confronté à des actes de violences ?**

Norman Gourrier. « J'ai connu des situations difficiles. J'ai enseigné en éducation prioritaire en collège aux Andelys, puis en lycée à Elbeuf. Je n'ai pas été soumis à des choses gravissimes mais il y a eu parfois des conflits très forts. J'ai été obligé de tenir un rôle de garde-chiourme, de quelqu'un d'autoritaire, par défense, pour me protéger alors que ce n'est pas ma nature. Cela m'a permis de prendre du recul sur mon métier : je n'étais pas là pour faire la police ou jouer à l'assistante sociale. Je suis là pour enseigner. »

### **Comment cela se concrétisait-il ?**

« Il y a de l'insolence, une perte de contrôle. J'ai vu des élèves se lever brutalement, faire un refus d'obéissance et venir se coller nez à nez contre moi pour me tester. Et trois mois plus tard, ils vous laissent une pomme sur le bureau parce qu'ils ont fait le tour et vu que vous aviez un bon fond. J'ai connu un enfant qui n'avait pas de limites. Il ramenait une bombe de laque à cheveux et, avec un briquet, s'amusait à faire un lance-flammes sur d'autres élèves pour les racketter. Il arrivait dans mes cours complètement à l'ouest. Je lui ai dit un jour qu'il me semblait qu'il n'allait pas bien. Il m'a répondu : « Non, maman m'a donné mes cachets pour que je sois calme ». Ces gamins, on les envoie à l'école le matin sous cachets et, à 15 heures, ils sont en état d'hyperactivité et peuvent devenir violents et agressifs... »

### **Comment se caractérise cette violence ?**

« Notre syndicat a fait une enquête l'an passé. Dans le premier degré, il y a la violence pour les instituteurs : ce sont les familles qui s'introduisent dans les écoles et en arrivent à des contacts

physiques, parfois violents. Dans le second degré, il y a encore une sanctuarisation de l'établissement. Les violences qui se manifestent sont donc entre élèves et professeurs. À l'université, la violence est autre. On a beaucoup d'étudiants en situation d'échec complet. Décrocheurs et absentéistes car ils n'y ont pas leur place. Mais ils ne sont pas dans la même rage, la même violence. »

### **Que vous disent vos collègues ?**

« Il y a un changement. Avant, ils venaient vers nous, syndicalistes, par idéologie, pour défendre des idées, une ligne politique. C'est fini ! Aujourd'hui, ils viennent car les syndicats sont la sonnette d'alarme quand ils sont désespérés et en souffrance. C'est entre une aide d'assistante sociale immédiate et un soutien juridique... »

### **Quelles sont les formes de violence subie ?**

« Il y a des insultes, du mépris, du harcèlement. Tout cela détruit psychologiquement les collègues. Quand quelqu'un se retrouve dans le collimateur, il y a des bruits qui courent, des petits gestes qui sont surinterprétés pour l'enfoncer. L'enseignant, logiquement, se tourne vers sa direction. Avant, on avait une hiérarchie qui soutenait immédiatement. Après, on regardait les éléments apportés par les familles ou les élèves qui contestaient le professeur. Aujourd'hui, c'est l'inverse ! »

« On se sent seul. On ne sait plus quoi faire... »

### **La hiérarchie a baissé les bras ?**

« Immédiatement, elle se met du côté des familles, des enfants et cela va être à l'enseignant de prouver qu'il n'est pas en tort. C'est très dur à vivre en tant que fonctionnaire ! On se sent seul, on ne sait plus quoi faire et il suffit d'avoir un petit problème avec sa hiérarchie, que l'on ne soit pas le meilleur élève des profs qui va à toutes les réunions, qui fait du zèle ou au contraire a contesté une fois une proposition du chef. On entre dans une autre spirale. La hiérarchie va commencer à sanctionner l'enseignant et se servir de cet élément pour se retourner contre lui. »

### **Pourquoi un tel revirement ?**

« Tout cela est lié à l'absence de ressources humaines réelles. Nous sommes fonctionnaires, nous avons cette espèce de garantie

de l'emploi et il n'existe pas dans la fonction publique de moyens de répondre à une situation où le collègue est en défaut. Comme on ne peut pas le licencier, le prendre en faute, on amène des situations perverses où vont être créées de fausses choses pour pouvoir l'enfoncer. Faute d'avoir des alternatives, on fait dans le pervers. »

### **Vous avez des exemples ?**

« Quand un collègue arrive alcoolisé le matin car il ne supporte plus ses gamins - une faute qui devrait être sanctionnée - eh bien comme on ne peut pas le faire, on va le prendre en défaut car il n'a pas rempli son emploi du temps sur l'ordinateur, qu'un élève a dit qu'une fois il lui a touché l'épaule bizarrement... Et un vendredi en fin de journée, il est pris tout seul entre six personnes pour lui faire signer des papiers comme quoi il n'est pas un bon prof, qu'il va lui falloir un tuteur. Au final, il entre dans une spirale où il va se mettre en dépression, en arrêt maladie et finira par être éjecté par la porte de la maladie. Voilà le seul moyen pour se débarrasser d'un collègue jugé gênant dans un établissement ! »

### **Ce n'est quand même pas la majorité des cas ?**

« Face à des élèves difficiles, un prof solide, soutenu par sa hiérarchie, ne connaîtra pas de problèmes. Mais un jeune prof en début de carrière - qui n'a pas encore tous les repères, qui prend tout à cœur et se trouve vite affecté - ou un prof un peu en porte à faux avec sa hiérarchie... alors on tombe dans une situation perverse qui va dégénérer très vite.

### **Le #pasdevagues a donc toute sa signification...**

« Cela fait partie du phénomène général où les enseignants ne se sentent plus soutenus, considérés ou accompagnés dans leur travail et leur autorité. Le #pasdevagues, les profs s'y reconnaissent car c'est une façon de dire tout ce que l'on ne doit pas dire ! Ce que d'habitude on met sous le tapis. Soit, on méconnaît cette réalité du métier d'enseignant, soit on ne veut pas la voir parce que c'est la logique aussi des établissements de faire le moins de vagues possible au niveau des statistiques. Quand il y a des situations de conflit, on a des moyens de sanctions comme le conseil de discipline. »

« Pas de conseils de disciplines pour ne pas

décoter le lycée »

### **Pourquoi ne l'utilise-t-on pas assez ?**

« Un établissement ne veut pas voir augmenter chaque année le nombre de conseils de disciplines pour ne pas décoter sa réputation par rapport au lycée d'à côté. C'est vraiment une question d'image, de classement stupide. On nie une réalité. Dans un lycée dieppois, un collègue s'était fait bousculer rudement en classe, avec des conséquences psychologiques pour lui et ses élèves. Après une grande insistance de ses collègues et des syndicats, l'élève a finalement été traduit en conseil de discipline. Son exclusion avec sursis a été décidée, une nouveauté que l'on doit au gouvernement Sarkozy. On met sur le papier que l'élève est exclu mais, en réalité, il continue à venir en classe, y compris dans le cours où il a poussé le prof ! On ne compte pas ça comme une exclusion, cela ne rentre pas dans les statistiques et l'établissement n'est pas décoté. »

### **Ce constat d'échec est terrible...**

« Toutes les politiques dures et impopulaires menées depuis des décennies par les gouvernements ont créé une méfiance, une défiance à l'égard de tout ce qui incarne l'autorité et le pouvoir. Les enseignants, fonctionnaires relais de l'État, subissent de plein fouet la méfiance de la population vis-à-vis de ceux qui gouvernent. Il y a aussi la défiance du savoir. Avec le développement des théories complotistes sur le web, les gens font de moins en moins confiance à l'information avec l'impression que les médias sont de plus en plus partisans. Dans le même sac, ils se méfient du discours enseignant. On est passé d'une époque où la sainte parole tombait de la bouche des enseignants - et c'était sans doute un peu trop - à celle où tout ce que dit le prof n'est pas vrai... On remet donc en cause l'autorité en tant que savoir, celle de la personne qui sait. »

### **Et si la réalité économique s'ajoute à la défiance ?**

« C'est un facteur plus pragmatique. Il y a trente ans, on allait à l'école pour pouvoir trouver un métier et bosser. Quand on est dans un pays avec un taux de chômage extrême, surtout dans des zones d'éducation prioritaire, on a une école qui ne donne plus rien. En tant que jeune ou parent, on a l'impression que l'élève ne sort pas avec le diplôme qui va lui permettre d'avoir un boulot. Aux

yeux des parents, l'école fait moins son travail et cela la discrédite. Et le ministère ne donne pas le bon exemple ; il a été le premier à discréditer les enseignants. Avant l'enseignant était maître de sa classe, de sa pédagogie. Maintenant, c'est le ministère qui dit tout. Le livre de Blanquer veut même imposer la taille des carreaux dans les cahiers des instits ! On nous fragilise aussi en nous déclassant : le pouvoir d'achat des enseignants a baissé d'un tiers en trente ans. On est passé de 2 à 3 % d'enseignants contractuels dans les années quatre-vingt à 15 %, des contrats courts payés 1 000 euros par mois et qui n'ont même pas le diplôme d'État ! C'est une personne sur sept dans l'Éducation nationale. »

**Surtout ne pas faire de vagues...**

**En une semaine, des milliers de témoignages d'enseignants ont été relayés sur Twitter sous le mot-clé #pasdevagues. Les profs racontent les violences dont ils sont victimes ou témoins au quotidien. Ils libèrent leur parole face au silence de leur hiérarchie qui leur répond qu'il « ne faut pas faire de vagues » et ne les incite pas à dénoncer les violences dont ils sont témoins ou victimes, les laissant seuls face à leurs problèmes... Tout changer et des actes, c'est ce qu'espèrent aujourd'hui des milliers d'enseignants qui ont bien l'intention de continuer à surfer sur la vague !**

**Le Havre : quatre lycéens en garde à vue**

L'affaire n'a pas encore fait autant de bruit que celle de Créteil, qui a été diffusée sur les réseaux sociaux le week-end dernier, mais elle est tout aussi grave. Selon nos confrères du

*Parisien*

,

[quatre adolescents de 15 et 16 ans ont été placés en garde à vue, hier matin, au Havre](#)

, par les policiers. Les quatre lycéens sont soupçonnés d'avoir braqué deux de leurs enseignants avec des armes factices. Les faits se seraient déroulés le 4 octobre au lycée Robert-Schuman, un établissement situé dans les quartiers de la ville haute.

**Des pistolets en plastique trouvés lors des perquisitions**

Toujours selon *Le Parisien*, les élèves ont menacé leur professeur

de mathématiques, avant de s'en prendre à leur professeur d'anglais. Dans un premier temps, l'affaire avait été réglée en interne et des excuses des quatre jeunes. Mais après l'affaire similaire de Créteil, le chef d'établissement a décidé, lundi dernier, de porter l'affaire devant la justice. Hier matin, trois adolescents ont été interpellés à leur domicile et le quatrième s'est constitué prisonnier. Lors des perquisitions, les forces de l'ordre ont trouvé des pistolets en plastique.

### **Le rappel des faits**

Jeudi 18 octobre 2018, une vidéo d'un élève en train de braquer sa professeure avec une arme factice au lycée Édouard-Branly de Créteil (Val-de-Marne) est diffusée sur les réseaux sociaux. L'élève, qui aura 16 ans le mois prochain, a été mis en examen dimanche dernier pour « violences aggravées » et remis en liberté avec des mesures de contraintes provisoires. Il sera jugé ultérieurement. Un autre élève de 16 ans, suspecté d'avoir introduit l'arme factice, avait été interpellé vendredi, placé en garde à vue, puis remis en liberté sans poursuites, samedi, l'arme de la vidéo s'avérant être un pistolet à billes. Des poursuites ont aussi été engagées contre X pour l'enregistrement et la diffusion de la vidéo, dont l'auteur n'a pas été interpellé.

La vidéo, qui a suscité de nombreuses réactions politiques, montre un adolescent debout dans une salle de classe, brandissant un pistolet près du visage de l'enseignante tout en lui demandant de l'inscrire « présent » au cours. Arrivé en retard, il contestait que l'enseignante le note comme absent. La professeure de biotechnologie, assise devant un ordinateur, semble plus lasse que paniquée, alors qu'un certain chahut est perceptible dans la classe. Elle a porté plainte le lendemain et a alors déclaré qu'elle ne savait pas si l'arme était factice.

Les ministres de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, et de l'Intérieur, Christophe Castaner, ont annoncé la réunion cette semaine d'un « comité stratégique » contre les violences visant les enseignants. Jean-Michel Blanquer a également encouragé l'interdiction du téléphone portable dans les lycées...